

*Délibération n° 126/2018 du 31 mai 2018 approuvant l'opération et validant le plan de financement des études liées au projet de reconstruction de l'école 2+2=4*

## LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la lettre de demande de co-financement par le FIP ETUDES ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et développement communal réunie en date du 18 mai 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 31 mai 2018 ;

### ADOPTE

**Article 1** – Sont approuvés l'opération et le plan de financement de la « Reconstruction de l'école 2+2=4 –Phase de conception 1 » établis comme suit :

RECONSTRUCTION DE L'ÉCOLE 2+2=4		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
FIP ETUDES	15 666 400	80%
Commune	3 916 600	20%
TOTAL	19 583 000	100%

**Article 2** – La phase de conception 1 de la reconstruction de l'école 2+2=4 correspond aux différentes missions ci-après détaillées :

- le concours d'architecture (3 candidats envisagés),
- l'avant-projet sommaire (première estimation de l'opération),
- l'avant-projet détaillé (coût des travaux définis),
- le suivi technique sur plan par le bureau de contrôle,

- le suivi de sécurité par le contrôleur de la Sécurité et de la protection de la santé (SPS).

**Article 3** – Le Maire est autorisé à signer la convention de financement, à venir et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

**Article 4** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 5** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 31 mai 2018,  
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

**Tania MANEA-LYAU**

**Ronald TUMAHAI**

